

Hongrie 1956, Julia Rajk ou le pouvoir de deuil

Pető, Andrea

Preprint / Preprint

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Pető, A. (2015). Hongrie 1956, Julia Rajk ou le pouvoir de deuil. *Clio: femmes, genre, histoire*, 41, 151-163. <https://doi.org/10.4000/clio.12406>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY Lizenz (Namensnennung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY Licence (Attribution). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>

Hongrie 1956, Júlia Rajk ou le pouvoir du deuil

Andrea PETÓ

Un récent article de Nanette Funk sur l'héritage des organisations officielles de femmes dans les pays socialistes interroge le concept d'*agency* (agentivité) et met en cause certaines tendances actuelles de la recherche. Il suggère qu'une analyse trop peu critique des femmes qui ont collaboré avec le pouvoir communiste et détenu des postes dans les organisations féminines officielles tend à rejeter dans l'ombre la vie et les combats de celles qui ont lutté pour la démocratie.

Le présent article s'attache à décrire la complexité de l'agentivité à travers une micro-étude sur la reconquête de son nom. Cette question prend une signification particulière pour une femme qui y a consacré un long parcours politique. Quand Júlia Földi, née à Budapest en 1914, épouse László Rajk (1909-1949), un des leaders du parti communiste hongrois, elle prend son nom et sa vie change à jamais. Par son mariage, elle accède à une position élevée au sein de la direction de l'organisation des femmes communistes (l'Alliance démocratique des femmes hongroises ou MNDSZ). Son arrestation suit celle de son mari et elle écope d'une peine de cinq ans de prison comme dirigeante de cette même organisation, prix qu'aucune autre militante n'a payé pour son action politique.

Milan Kundera a qualifié la résistance contre le communisme de combat contre l'oubli, grâce au pouvoir de la mémoire. De toute l'histoire de la Hongrie au XX^e siècle, Júlia Rajk est celle qui, avec peut-être le plus de force, a plaidé contre les formes officielles de l'oubli. Elle a dû lutter pendant de longues années pour racheter son propre nom, celui de son fils et celui de son mari, László Rajk. En effet, elle a été libérée de prison sous un nom différent (Lászlóné Györki) et son fils, âgé d'à peine cinq mois au moment de son emprisonnement, a été

placé en orphelinat sous l'identité d'István Kovács, le nom le plus fréquent de Hongrie. Elle sait alors que son mari doit être réhabilité après avoir été reconnu comme victime du procès stalinien de 1949. En 1955, entamant son propre processus de réhabilitation, elle lutte avec acharnement pour son droit à utiliser son nom de Mme László Rajk.

On peut raconter la vie des femmes qui ont rallié le mouvement communiste avant la Seconde Guerre mondiale selon différents points de vue, avec le recul de l'historien et celui de la construction d'une subjectivité politique genrée. Très peu de femmes ayant exercé de positions importantes dans la réalité de *la vie politique pure et dure*, on les décrit, soit comme des manipulatrices chevronnées et sans vergogne, soit comme des victimes croyant en la bonne cause (c'est-à-dire au communisme) mais capables, dans les faits, de s'égarer, tout en ne manquant pas de bonnes intentions pour promouvoir le droit des femmes¹. La vie de Júlia Rajk doit être présentée différemment. Il ne s'agit pas d'un *Bildungsroman*, d'une histoire partie de son expérience d'enfant, de sa socialisation. Née au sein d'une famille ouvrière militante – son père a participé en tant que soldat à l'éphémère révolution communiste de 1919 (la république des Soviets de Hongrie dite de Béla Kun) et était fiché par la police –, elle-même est une militante engagée au sein du parti communiste clandestin qu'elle n'allait quitter qu'à sa mort, en 1981. Elle s'est toujours servie de son pouvoir – son pouvoir de veuve – pour se présenter comme une victime des procès truqués et parvenir à ses buts, de la réhabilitation de son mari à l'obtention de passeports pour les dissidents.

À travers l'étude du moment 1956, période charnière de son existence, je cherche à étudier la complexité des rapports entre genre et communisme et celle de la construction d'une subjectivité politique de femme.

Clef de l'influence politique, le langage silencieux du deuil et de la douleur

« La douleur est la langue universelle de l'humanité », dit Gallicus lors d'une émission de *Radio Free Europe*, le 22 juin 1956. Júlia Rajk, qui

¹ Funk 2014 : 344-367. Impossible article = 344-360

maîtrise le langage de la douleur, exploite ce « capital moral » dans sa lutte pour la chute du régime de Rákosi. Le « langage de la douleur » est d'abord un langage de femmes, d'Antigone aux personnages chrétiens de Marie et de Madeleine, et cela donne confiance à cette matérialiste et communiste convaincue. Luttant pour que son mari soit enterré honorablement, elle s'élève au-dessus des débats et des lignes de clivage internes à la vie politique hongroise.

Lorsque nous pensons aujourd'hui à Madame László Rajk, c'est sans doute son image de femme silencieuse et de mère endeuillée lors du second enterrement de son mari qui vient immédiatement à l'esprit. C'est oublier la femme engagée, qui prit souvent la parole. Il est vrai qu'elle n'a jamais tenu de position de pouvoir, simple permanente de la direction de la MNDSZ. Son œuvre écrite, constituée de quelques lettres personnelles et d'un manuscrit de discours, a été en grande partie perdue et elle est inaccessible aux chercheurs, longtemps conservée en la possession de l'influent « tsar » des Affaires culturelles György Aczél (1917-1991), qui a bloqué l'accès à toutes ses archives, alors même qu'il fut une figure publique. Les comptes rendus des communications interceptées, source par excellence pour les historiens, semblent avoir été détruites concernant Julia Rajk. Les Archives historiques de la Sécurité d'État hongroise n'en possèdent aucun, János Kádár craignant grandement le nom de « Rajk » car il avait joué un rôle actif lors du procès ayant conduit à l'exécution de son camarade et père de son filleul.

Étudier la vie des femmes nous confronte toujours au problème méthodologique de la rareté des sources. La capacité de Júlia Rajk à bousculer la sphère institutionnelle à partir du privé la place parmi les grandes figures féminines qui ouvrent la voie à la Révolution de 1956. Elle sait manœuvrer diplomatiquement entre les deux sphères avec une autorité morale implacable. Lorsque l'historienne des femmes Laurel Thatcher Ulrich écrit que « les femmes bien élevées ne font pas l'histoire », elle parle sans doute au nom de Julia Rajk. Ses contemporains sont désarçonnés par la franchise de cette grande bringue qui ne cesse de fumer et qu'ils voient comme aussi grossière que dépourvue de tact. Júlia Rajk ne fait pas grand cas des conventions sociales ou de ce que les gens pensent d'elle ; elle a ses propres normes et ses propres principes. Au cours de l'histoire de la Hongrie au XX^e

siècle, peu de gens eurent aussi bien Mátyás Rákosi (1892-1971) et János Kádár (1912-1989), puissants dirigeants du parti communiste hongrois, comme ennemis personnels. Tous deux trempèrent personnellement dans l'organisation de l'assassinat par pendaison de son mari et – dans le cas de Kádár – du meurtre ultérieur d'Imre Nagy (1896-1958), nommé Premier ministre au moment de la Révolution de 1956 et instigateur de la réhabilitation de son propre mari.

Júlia Rajk a ses propres idées sur le déroulement de la cérémonie d'enterrement. « Puisqu'ils lui ont organisé un procès public, ils doivent lui faire des obsèques publiques », dit-elle à des amis dont nous connaissons les témoignages oraux. Júlia Rajk ne fléchit pas sur le long chemin conduisant à l'organisation de ces funérailles, y compris sur des points de détail : où et quand elles auront lieu, s'il faut un cercueil, qui parlera, la possibilité pour le public d'y assister... Sur cette question, elle affirme aux autorités que, si l'on empêche le libre accès au cimetière, elle fera poser des fleurs tout autour de sa clôture. Jusqu'au dernier moment, la direction du Parti refuse l'organisation d'un enterrement en grande pompe. À la demande de Júlia Rajk, les membres de l'opposition interne au Parti passent de nombreux coups de fil à Budapest, disant que Júlia boycottera la cérémonie si les autorités restent sur leurs positions. Finalement, en moins de deux jours, tout Budapest se mobilise et fait pression sur la direction du Parti, événement qui donne conscience au peuple du pouvoir qu'il a entre les mains. Le 5 octobre 1956, douze heures avant le début de l'enterrement, la direction du Parti se rend compte de ce qui l'attend si Mme Rajk tient parole et refuse d'assister à l'enterrement ; *in extremis*, elle autorise l'ouverture du cimetière au public.

Pendant l'enterrement, les deux bords souhaitent éviter toute perturbation. « Il suffit qu'ils voient combien nous sommes nombreux », disent les amis de Júlia, qui gardent en mémoire les tanks soviétiques dans les rues de Berlin. Tout le monde est conscient qu'il ne s'agit pas là d'un enterrement ordinaire ; par sa présence, la population fait un acte politique. Personne ne se souvient d'avoir vu, au cours des trente dernières années, autant de fleurs accompagnées de ces mots : « Nous n'oublierons pas ». Au lieu de la petite foule d'éléments de confiance que le Comité politique du Parti attendait, 350 000 personnes se pressent autour du cercueil, conséquence de

l'inflexibilité de Júlia Rajk. Des photographies de l'enterrement sont publiées à travers le monde. Bien plus que les discours prononcés sur la tombe de László Rajk par des hommes, c'est l'image de cette veuve et de son jeune fils qui constitue, en fin de compte, la mémoire iconique de l'événement. Cette photographie, republiée dans tous les manuels depuis 1989, forge de Júlia Rajk une image d'épouse, ignorant et oblitérant ses campagnes politiques victorieuses.

Les préparatifs de la nouvelle cérémonie d'enterrement ont donné confiance aux chefs de la Révolution hongroise qui ont vu qu'il était possible de mobiliser des centaines de milliers de personnes au service d'une « cause », notamment grâce au téléphone. L'inflexibilité de Júlia Rajk et sa détermination à faire tout ce qui est en son pouvoir pour mobiliser les gens firent de ce second enterrement, le 6 octobre 1956, une répétition psychologique et à grande échelle de la Révolution hongroise à venir. Elle y est parvenue en utilisant courageusement le « langage de la douleur » dans la sphère publique, tournant le dos à la rhétorique figée du mouvement communiste. Pas une autre des épouses des victimes du régime (Pálffy, Szőnyi, Szalai), qui se tiennent également près des tombes de leurs maris ce 6 octobre, ne se lança dans cette voie et aucune d'entre elles ne fut capable d'obtenir de tels succès politiques.

Júlia Rajk et les communistes réformistes

En 1954, Júlia Rajk a été libérée après cinq années de prison et sa vie prend alors une nouvelle direction. Elle devient une sorte d'activiste politique, déterminée à se servir de son pouvoir politique et moral d'ancienne victime de la répression et de femme de ministre communiste de l'Intérieur injustement exécuté. Son but unique est de parvenir à la réhabilitation de son mari, objectif individuel qui prend une signification éminemment collective et politique dans la mesure où il pose la question de la réhabilitation des millions de gens que le régime Rákosi a persécutés, remettant en cause la légitimité même du régime.

Pour défendre la mémoire de son mari et son propre nom, Júlia Rajk combat sur plusieurs fronts. La politique intransigeante menée par son mari en tant que ministre de l'Intérieur la confronte à l'hostilité de ceux qui se sont opposés à László Rajk au sein-même du

Parti. Les exilés anticommunistes de l'Ouest lui sont au moins aussi hostiles et ils peinent à comprendre ces nouveaux « mythes émotionnels » hongrois qui font de Rajk un « bon communiste ». Vieux chefs du Parti et anciens camarades de Rajk ne se gênent pas pour la traiter publiquement de traîtresse au mouvement ouvrier mais Júlia Rajk fait fi de ces attaques et n'abandonne pas. Elle est déterminée à obtenir un enterrement honorable de son mari et à réhabiliter son nom. Ce but la conduit à nouer d'étroits contacts avec le groupe naissant des communistes réformistes.

Au cours de l'été 1956, un cercle politique commence à se former autour d'Imre Nagy. Mme László Rajk devient membre du groupe qui se retrouve fréquemment au restaurant *Kis Lugas*, sur l'avenue Szilágyi Erzsébet, à Budapest. Ceux qui assistent à ces rencontres sont soudés par des liens indestructibles noués au cours de leur emprisonnement. Au cours de l'enquête orale menée auprès d'eux dans le cadre de la rédaction d'un livre sur la vie de Júlia Rajk, ces témoins à présent disparus nous ont affirmé que, pour tromper les mouchards de la sécurité d'État, ils avaient l'habitude de s'attabler au grand air, avec une musique en arrière-fond. Ils conversaient également au cours de goûters qu'ils organisaient pour leurs enfants. Mme László Rajk participe à toutes les discussions informelles ou presque qui précèdent la Révolution de 1956, y compris au meeting tenu rue Orsó, le 6 juin 1956, où fut notamment célébré le soixantième anniversaire d'Imre Nagy. Bien qu'elle fût consciente d'être surveillée, on n'a trouvé aucune interception de ses conversations dans les archives historiques de la Sécurité d'État hongroise. Tout ce temps passé entre amis, au cours de fêtes ou d'excursions, fait immanquablement penser à une contre-société travaillant contre les autorités dominantes.

Le « débat partisan » au sein du Cercle Petőfi : créer un langage public

À travers la bataille pour l'organisation de la seconde cérémonie d'enterrement de son mari, Júlia Rajk a contribué, après 1954, à établir un lien politique entre le Cercle Petőfi, rassemblant des jeunes intellectuels réformistes, et le groupe Imre Nagy. Au sein de ce cercle, le « débat partisan », ainsi nommé, constitue la première apparition

publique de Mme Rajk depuis 1949. L'importance de son discours est considérable, puisqu'il crée le cadre langagier à travers lequel les communistes désirant loyalement critiquer le régime Rákosi vont s'exprimer. Ce « débat partisan » se déroule le 18 juin 1956, au mess central des officiers de l'Armée nationale hongroise, rue Váci, à Budapest. À la différence des meetings précédents tenus par le Cercle Petöfi, on y entend d'ex-prisonniers communistes dire qu'ils croient toujours au communisme, malgré leur emprisonnement, mais qu'ils veulent des changements radicaux dans la politique et la composition de la direction du Parti. Selon les dires de l'un des participants, le plus intéressant fut de voir comment « les communistes se donnaient des coups lors du débat ». La rencontre dure jusqu'à l'aube. Il en ressort comme message essentiel que les communistes proclament désormais la nécessité de se pencher sur le passé – un droit de regard qu'ils avaient dénoncés auparavant comme une exigence « réactionnaire, de droite ».

Les propos prononcés par Júlia Rajk font l'objet d'un enregistrement qui mérite notre attention car elle s'est rarement livrée à des discours publics. Il apparaît clairement, y compris sur la base de la version imprimée, qu'il ne s'agit pas d'un discours préparé. Ses mots sont spontanés et viennent du cœur. Lorsqu'elle apparaît sur l'estrade, elle est applaudie plus de dix minutes comme figure symbolique des victimes du communisme. À la fin de son discours, « l'enceinte fait entendre son approbation ». Elle parle d'une manière claire et réfléchie, en posant beaucoup de questions rhétoriques. Son discours apparaît d'autant plus crédible que le régime lui a fait endurer bien des souffrances. Une fois encore, elle se sert magistralement du « langage de la douleur ». Elle compare les prisons du régime Horthy avec celles du gouvernement communiste, concluant que les prisonniers recevaient un meilleur traitement dans celles des premiers. Plutôt que d'émettre des jugements, elle pose des questions :

Comment est-il possible que les réactionnaires voient ce que les camarades ne parviennent pas à voir ? Où se situe l'erreur au sein du système ? Au nom de quoi les dirigeants peuvent-ils non seulement se tromper, mais aussi commettre de graves crimes ? Quelle est cette erreur, qui existe encore ? Je dois dire que ceux qui veulent à présent réhabiliter [les victimes] sont les mêmes que ceux qui les condamnèrent à mort et les assassinèrent en les envoyant au gibet.

Júlia analyse ensuite les anomalies du processus de réhabilitation en cours, en particulier la résolution du parti communiste de novembre 1955 concernant la réhabilitation, aussi limitée que sans portée. Elle affirme avec grande conviction que László Rajk fut un bon communiste, digne d'être choisi comme modèle par les jeunes communistes.

Je pense que la question Rajk ne constitue qu'une part du processus par lequel ils détruisent ce pays économiquement, politiquement et moralement ; une part de la façon dont ils peuvent fouler aux pieds quelqu'un ne gagnant que 800 forints et craignant pour son emploi... En comptant sur le peuple hongrois, – nous tous, les vieux résistants communistes et les nouveaux intellectuels – nous devons réinstaurer des normes léninistes. Ils ont chassé les vieux camarades, et tout cela a commencé avec le procès de Rajk en 1949.

Le message est clair : les vieux camarades ont été liquidés par les nouveaux arrivants qui ont beaucoup nui au Parti. La mission, par conséquent, est de réhabiliter László Rajk, symbole qui permettra un retour à cette voie communiste historique qui bénéficie d'un large soutien national. En outre, l'esprit du XX^e Congrès du PC de l'URSS a besoin d'être appliqué en Hongrie, ce qui débouchera nécessairement sur des changements au sein de la direction.

Le discours suscite l'émotion et présente également un programme politique clair. La souffrance personnelle de Júlia Rajk donne du poids à ses propos. Sa rhétorique reste fondée sur des expériences personnelles et porte une charge émotionnelle. Elle reçoit la « standing ovation » des deux mille personnes présentes et prend une dimension de figure iconique. En agissant au nom de la défense de ses droits en vue de réhabiliter son mari, elle manifeste son rôle de figure publique à la différence des autres veuves de dirigeants.

Une nouvelle forme de charité : Júlia Rajk et l'Association nationale des universités populaires (NEKOSZ)

Au cours de l'été 1956, le combat citoyen pour la création d'une nouvelle Hongrie s'intensifie avec, parmi les plus engagés, les diplômés des universités du peuple. Ces établissements ont été créés dans les années 1930 en vue de stimuler les progrès de la société à travers une meilleure formation de ses cadres. Depuis 1945, le Parti

communiste soutenait consciencieusement cette pépinière de talents dans laquelle il voyait la possibilité de remplacer la vieille élite. László Rajk avait été un ministre de l'Intérieur à la poigne de fer et l'un des meilleurs soutiens de ces établissements. Sa femme était devenue la marraine de la seule université exclusivement tenue par des femmes, l'Université populaire Zrinyi Ilona. En 1949, la NEKOSZ (l'Association nationale des universités populaires) fut dissoute en lien avec la détention de Rajk et afin de ne pas porter ombrage au culte de la personnalité de Rákosi. Par la suite, plusieurs de ses anciens membres furent emprisonnés.

Les membres de la NEKOSZ dont le réseau social et les compétences étaient remarquables en sortirent amèrement déçus. Pour beaucoup d'entre eux, le martyr de László Rajk incarnait la disparition de leurs propres idéaux. Júlia Rajk aimait parler des universités populaires, prétendant même que László Rajk aurait été ravi d'y étudier. Au cours de l'été 1956, elle annonce qu'elle désire verser l'indemnité que l'État vient de lui allouer (200 000 forints) à la réhabilitation des universités populaires qui doivent rouvrir. À travers cet acte personnel de bienfaisance, qu'on ne pouvait attendre d'une femme luttant contre les valeurs et les structures bourgeoises, elle entend montrer sa responsabilité sociale et donner un exemple moral.

Pendant la révolution, le pouvoir de la parole

La « confession » de Géza Losonczy nous apprend que Júlia Rajk, forte de son authenticité et de son capital moral, a puissamment contribué à l'établissement d'un nouveau parti socialiste, le 23 octobre 1956. Son nom figure parmi ceux choisis par Imre Nagy pour la participation à la direction centrale. Lorsque la révolution éclate, Mme Rajk, en vacances à Berlin, part immédiatement pour la Hongrie qu'elle rejoint à l'issue d'un voyage calamiteux, le 2 novembre. Elle cherche immédiatement à participer aux événements révolutionnaires. Le 3 novembre 1956, le journal *Magyar Honvéd (Le Soldat hongrois)* publie une interview d'elle qui restera sa seule contribution à la révolution. Les chefs révolutionnaires sont de vieux camarades d'armes et des amis personnels ; aussi se retrouve-t-elle tout naturellement au cabinet de Géza Losonczy, le ministre de

l'Information du gouvernement Nagy. Le 3 novembre 1956, à la veille de l'invasion soviétique, les représentants de la Nouvelle gauche – Lajos Fehér, Mmes Kadar et Rajk, Ujhelyi, Szántó, Boldizsár et Gimes – se rencontrent au Parlement où ils discutent du cours probable des événements. Pendant cette révolution qui ne dure que quelques jours, Júlia Rajk fait ce qu'elle aime le mieux et ce pour quoi elle montre le plus grand talent : elle parle aux gens. Malgré le cours rapide des événements, la révolution commence à s'organiser en partis politiques et conseils ouvriers. Júlia Rajk, comme les autres femmes de la nomenclature communiste, ne reçoit de place dans ces structures qu'en raison de son statut exceptionnel. Les documents qui traitent de l'événement la donnent comme participante, sans mention précise de ce qu'elle a vraiment fait.

Après la révolution de 1956 : le pouvoir de l'institutionnalisation de l'informalité

Après l'invasion soviétique de la Hongrie, à 9 h, le 4 novembre 1956, Júlia Rajk et son fils sont à l'ambassade yougoslave avec d'autres proches d'Imre Nagy. De là, ils sont conduits en Roumanie. Prisonnière à Snagov, Júlia Rajk lit avec grand intérêt le compte-rendu d'un journal sur la manifestation de femmes tenue le 4 décembre 1956. Comme nous le savons d'après les mémoires de Vera Bácskai, la veuve de Gabor Tanczos, Júlia Rajk note qu'il est peut-être aussi bien qu'elle soit à Snagov, parce qu'en restant à Budapest, elle aurait pris la tête des manifestants, au moment où les tanks soviétiques ouvrirent le feu. En fait, les tanks soviétiques n'ont pas tiré à cette occasion sur les manifestantes. Du fait de la censure, Júlia Rajk ne peut pas savoir que c'est l'âpre résistance des femmes qui a protégé les manifestants – comme cela s'était produit déjà au cours de la vie de Júlia Rajk et comme il en sera ainsi plus tard. Quand les hommes du groupe d'Imre Nagy sont ramenés en Hongrie en 1958, s'ouvre un espace à Snagov pour un groupe informel dont Júlia Rajk devient le chef et le porte-parole. Elle crée sa propre école – « l'école de Júlia » – qui encourage les prisonniers, vulnérables et de plus en plus apathiques, à rester actifs et qui allait aider les enfants à se réinsérer dans la société après leur retour chez eux.

Cette étude de cas sur Júlia Rajk montre bien que son engagement volontaire dans l'organisation de résistance du parti communiste ne l'a pas aidé à obtenir une position de pouvoir dans la nouvelle Hongrie communiste. Par contre, le fait qu'elle soit mariée à un homme puissant l'a aidé à avoir une position dirigeante dans l'organisation communiste des femmes. Victime d'un procès truqué, elle changea de rhétorique politique et non de croyance, usant du langage du deuil pour prendre une position de pouvoir informelle qui lui permit d'agir dans le champ de la politique formelle.

Bibliographie

- FUNK Nanette, 2014, « A very tangled knot: official state socialist women's organizations, women's agency and feminism in Eastern European state socialism », *European Journal of Women's Studies*, 4, p. 344-360.
- PETÓ Andrea, 2001, *Rajk Júlia*, Budapest, Balassi [in German : *Geschlecht, Politik und Stalinismus* ; in Ungarn : *Eine Biographie von Júlia Rajk*, Herne, Gabriele Schäfer Verlag, Studien zur Geschichte Ungarns, Bd. 12, 2007 ; in Bulgarian : *Julia Rajk*, Sofia, Altera, 2010]. [Resituer dans le texte ?](#)
- , 2013, « A missing piece: how Hungarian women in the communist nomenclatura are *not* remembering », in Irena GRIDZINSKA GROSS & Andrzej TYMOWSKI (eds), *Eastern Europe: women in transition*, Frankfurt, Peter Lang, coll. « Eastern European Culture, Politics and Societies » 3, p. 145-155. [Resituer dans le texte ?](#)
- RAINER M. Janos, 2009, *Imre Nagy: a biography*, London, Tauris. [Resituer dans le texte ?](#)
- RILEY Denise, 1988, *Am I That Name?: Feminism and the category of 'women' in history*, London, MacMillan. [Resituer dans le texte ?](#)